

Métropole de Lyon

## Sixième semaine de grève pour les nettoyeurs de Perrache

Les agents, chargés du nettoyage de la gare routière, poursuivent leur lutte pour le maintien de leurs emplois. Après 36 jours de grève, ils en appellent toujours au donneur d'ordres, la Métropole de Lyon.

Par C.O. - 14 nov. 2022 à 16:43 | mis à jour le 14 nov. 2022 à 17:55 - Temps de lecture : 2 min



Les salariés grévistes ont défilé lors de la manifestation interprofessionnelle du 10 novembre dernier.  
Photo Progrès /Maxime JEGAT

À Perrache, la grève illimitée, menée par les agents de nettoyage de la gare routière, est entrée, ce lundi, dans sa sixième semaine.

Après avoir reçu la [confirmation de leur licenciement à fin décembre par leur employeur Arc-en-Ciel](#), les grévistes attendent fermement

un pas en avant de la part du [donneur d'ordres, la Métropole de Lyon](#).

## À lire aussi

>> [«C'est tout bonnement dégueulasse»: à Perrache, les voyageurs transitent entre crottes et déchets](#)

>> [Grève à Perrache : l'Insoumise Rachel Kéké mène la fronde contre la Métropole de Lyon \(VIDEO\)](#)

Pour rappel, le marché, désormais réservé à une entreprise d'insertion, exclura de fait la reprise des salariés, actuellement en poste. Certains, depuis plus de 20 ans. Selon nos informations, Mohamed Tandert, président du groupe T2MC, dont dépend Arc-en-Ciel, devrait être reçu, ce mardi, par l'inspection du travail pour évoquer les licenciements.

Du côté de la Métropole, on « attend qu'Arc-en-Ciel, fasse des propositions de reclassement aux salariés ».

## François Ruffin sur le piquet de grève

Toujours déterminés à obtenir le maintien de leurs postes, [les 22 grévistes](#) peuvent compter sur le soutien d'élus et militants de gauche, dont le dernier en date, le député (LFI) de la Somme François Ruffin, venu sur le piquet de grève ce lundi matin.

« Tout le monde parle, mais pas grand-chose ne bouge », déplore-t-on du côté des salariés.

Dans un communiqué commun, les organisations Ensemble !, le Nouveau Parti Anticapitaliste, le Parti de Gauche, le Parti Ouvrier Indépendant Démocratique et La France Insoumise, qui participe à

l'exécutif métropolitain, demandent « le retour en régie publique directe de ce service » et exigent de la Métropole « le maintien dans leur emploi de tous les agents, travaillant sur ce site ».

Ce mercredi, une délégation demandera à être reçue par le président de la Métropole, Bruno Bernard, pour porter ces revendications et déposer une pétition d'un millier de signatures.

Il n'a « jamais été question de reprendre les salariés de cette entreprise en régie directe », répond la collectivité. « Ce service n'a jamais fonctionné en régie directe. La Métropole n'a pas vocation à le faire. »

Social

Conflit social

